



Rendez-vous Citoyen

ELECTION PRESIDENTIELLE 2017 : QUESTIONNAIRE AUX CANDIDAT (E) S

Vous êtes candidat(e) à la prochaine élection présidentielle. Dans cette perspective, le collectif Rendez-vous Citoyen souhaiterait recueillir vos propositions sur la place et le rôle du citoyen dans une société démocratique.

Le pessimisme collectif qui affecte aujourd'hui notre vivre ensemble nécessite que des mesures soient prises sans différer, au risque de voir le populisme s'installer durablement dans notre pays.

Les résultats d'un sondage récent* viennent confirmer cette tendance préoccupante et exigent d'être pris en considération.

77% des sondés considèrent que notre démocratie fonctionne « de moins en moins bien » soit 14 points de plus qu'en 2014.

Parmi les principales raisons avancées, les personnes interrogées ont le sentiment que les élus sont trop souvent corrompus (74%), que les élections ne changent rien (70%), que les préoccupations des citoyens ne sont pas prises en compte (65%), que la représentation des citoyens est mauvaise (62%).

Enfin, 32% de personnes interrogées, considèrent que d'autres systèmes peuvent être aussi bons que la démocratie, 29% souhaitent s'en remettre à un Gouvernement de technocrates et un Français sur cinq estime que l'alternative à la démocratie est un régime autoritaire où un chef élu n'aurait pas à s'embarrasser de contre-pouvoirs parlementaires, partisans ou syndicaux.

La place démesurée que les médias accordent aux stratégies de conquête du pouvoir au détriment du débat sur les enjeux, viennent conforter le sombre diagnostic de l'ancien premier ministre **Manuel Valls** : « *Nos compatriotes n'y croient plus. Ils ne nous entendent plus. La parole publique est devenue pour eux une langue morte.* »

Dans le rapport annuel du Conseil d'Etat publié en 2011 « *Consulter autrement. Participer effectivement* » le rapporteur général **Jacky Richard** constate que « *Beaucoup de citoyens considèrent le débat public comme un alibi, au mieux destiné à informer le public, au pire visant à légitimer des projets déjà entérinés qui ne pourront être être modifiés qu'à la marge.* »

Le 24 janvier 2013, dans une lettre au Président de la République, **Michel Dinet**, président du Conseil général de Meurthe et Moselle et premier vice président de l'Assemblée des départements de France soulignait « *la place trop modeste de la participation et de l'engagement citoyen dans l'avant-projet de*

loi NOTRE... » alors « que plus que jamais le pays a besoin de la mobilisation et de l'énergie de tous et de chacun »...

« C'est en amplifiant la contribution quotidienne du citoyen à la chose publique, en associant les usagers aux politiques qui les concernent, en donnant la parole aux personnes habituellement absentes du débat public, en partageant entre élus et forces vives, en coopérant plus qu'en imposant, en écoutant plus qu'en affirmant que nous redonnerons patiemment, sereinement, cette noblesse qu'elle mérite à la représentation politique. »

Récemment, deux personnalités éminentes du monde médical, se sont prononcées à leur tour en faveur de la représentation des citoyens dans les institutions dont ils ont la charge.

Pour le docteur **Fabien Rey** chef de service, chirurgien spécialiste du cancer du sein à l'Institut Curie : *« L'indépendance de notre pratique médicale dépendra de notre capacité à créer une dynamique collaborative forte entre médecins, chercheurs et citoyens. Ces derniers ont le pouvoir de faire changer les choses, qu'ils l'utilisent. »*

De son côté, Jean – **François Delfraissy**, immunologiste, spécialiste de la lutte contre le sida, tient à ce que les citoyens soient représentés au sein du Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE) dont il est devenu président le 14 décembre 2016. *« Les membres du CCNE appartiennent à une élite intellectuelle. Une élite très pertinente mais qui manque sans doute un peu de l'avis du citoyen. »* a-t-il déclaré le 7 décembre 2016 lors de son audition devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale.

Où en est-on aujourd'hui ? Malgré la publication de nombreux rapports au cours des dernières décennies, les gouvernements successifs se sont limités à poser les grands principes d'une démocratie participative sans en fixer les modalités d'application sauf à minima.

Si la participation du citoyen aux décisions locales a été amorcé au début des années 1990, beaucoup reste à faire, notamment dans l'ensemble des collectivités locales, échelons de proximité, essentiels pour tout renouveau démocratique.

En l'absence de volonté politique et si rien n'est fait, la bonne santé de notre démocratie risque de ne pas résister à la défiance accrue, à la recherche de solutions alternatives extrêmes.

Pour Rendez-vous Citoyen, renforcer le pouvoir d'agir des citoyens, c'est leur reconnaître une compétence pour intervenir dans l'élaboration des décisions publiques et le contrôle de leur application.

C'est également rapprocher élus et administrés à tous les niveaux de l'organisation territoriale, conjuguant ainsi démocratie représentative et

démocratie participative pour une action publique co construite et mieux partagée.

En conséquence, nous souhaiterions recueillir vos observations et propositions sur le nécessaire changement de nos pratiques démocratiques, qui doit avant tout partir de l'échelon local.

° Redonner du sens à l'action collective en y associant les citoyens en **redéfinissant les principes, les formes et les procédures** pour y parvenir. Partagez-vous cet objectif ?

° Rendre obligatoire en les généralisant les **Conseils participatifs**, en amont de toutes les décisions et de tous les projets structurants pour l'ensemble des régions, départements, EPCI, communes. Vous y engagez-vous ?
Une telle démarche ne devrait-elle pas s'inspirer des pratiques participatives mises en œuvre à l'initiative d'un trop petit nombre de collectivités locales qui ont su associer les citoyens à la prise de décision entre deux consultations électorales?

° Améliorer l'effectivité **du droit d'accès aux documents administratifs**, comme le préconise la mission d'information du Sénat sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques (Juin 2014) Agirez-vous dans ce sens ?

° Dans chaque bassin de vie, créer des **maisons de la citoyenneté**, dédiées aux pratiques démocratiques, lieux de rencontres, de débats, d'information, d'accueil et de solidarité, d'organisation de réunions et d'ateliers participatifs, d'apprentissage du vivre ensemble ? Y êtes-vous favorable ?

En vous remerciant pour votre contribution, nous vous informons que vos réponses seront publiées sur notre site Rendez-vous Citoyen.

Régine SAINT-CRIQ – Michèle DUBOUCHET
rendezvouscitoyen.org
rdv-citoyen@orange.fr
Tél : 06 76 98 92 63

*Ipsos- Sopra Steria- Institut Montaigne- Sciences Po- Le Monde (du 21 au 25 octobre 2016) Dans une société qui a profondément changé, s'est mondialisée